

Livret pédagogique

Ici, on se débrouille - Le quotidien des écoles au Bénin

Un film de Sarah Fichtner et Paraté Ba Yaméogo

Octobre 2014



L'école primaire au Bénin

Le système scolaire béninois, d'inspiration française, a été introduit par les missionnaires protestants et catholiques à partir des années 1853 au sud du Dahomey, le nom du territoire béninois avant l'indépendance en 1960. Six classes constituent le niveau primaire: le cours d'initiation (CI), le cours préparatoire (CP), les cours élémentaires niveaux 1 et 2 (CE1/2), les cours moyens niveaux 1 et 2 (CM1/2). À la fin du CM2, les élèves passent un examen final : le Certificat d'Etudes Primaires (CEP). Alors que le CEP a été abandonné en France en 1989, il occupe une place importante au Bénin puisqu'il permet aux élèves du CM2 d'accéder au collège. Le français est la langue officielle et la langue d'enseignement au Bénin.

Au nord du pays, là où se trouve l'école de Ganrou qui figure dans ce film, les premières écoles formelles ont été établies beaucoup plus tard qu'au sud; cela s'explique entre-autres par la prédominance de populations musulmanes qui refusaient d'envoyer leurs enfants dans les écoles chrétiennes. Ce n'est qu'avec l'étatisation et la massification de l'éducation pendant le régime marxiste-léniniste des années 1970 et 80 que les « écoles de brousse » (un terme utilisé par les enseignants béninois) sont nées et se sont multipliées dans les villages du nord, un processus qui se répète depuis les années 1990 sous l'influence de la politique d'Education pour tous.

La gestion scolaire au quotidien – le cas de Ganrou

Le fonctionnement au quotidien de ces écoles rurales dépend largement de la volonté des parents d'élèves et de l'engagement du directeur de l'établissement, surtout au moment de la rentrée scolaire quand les besoins en nouvelles salles de classes et en personnel enseignant s'expriment. Cela dit, il existe étonnamment peu de littérature sur le rôle des directeurs d'école en Afrique, sur leurs pratiques de gestion scolaire et leur « débrouillardise » pour faire marcher l'école.



Le directeur de l'école de Ganrou - un village isolé de la commune de Nikki qui comptait, en 2013, environ 1175 habitants au centre (surtout des Baatombu) et 4757 habitants dans les campements environnants (des semi-nomades Peulh et Gando) - réalise beaucoup d'efforts pour assurer l'évolution de son école depuis qu'il y a été affecté en 2010. L'école a été créée officiellement en 1989 par un directeur venant du sud du Bénin, qui eut la responsabilité de l'unique classe composée de 43 élèves dont 13 filles rassemblés sous un toit de chaume. L'école fonctionna ensuite, comme la plupart des écoles primaires en zone rurale, avec un cycle biennal de recrutement des élèves, c'est-à-dire avec une nouvelle cohorte tous les deux ans. Cela permettait d'offrir un cycle primaire complet avec seulement trois enseignants et trois salles de classes.

Quand le jeune directeur Abdoul Moumuni Dafia Zime s'est installé à Ganrou en 2010, l'école comptait quatre classes, dont une dans une paillote de chaume, tenue par un enseignant communautaire : un fils du village recruté et payé par les parents d'élèves. Ensemble avec les parents, le directeur désire transformer l'école de Ganrou en une école « complète » avec six classes et six enseignants. Son ambition se heurte toutefois à l'insuffisance de salles de classes et au manque d'enseignants formés et recrutés par l'Etat, qui s'élève à 13 000 enseignants sur le plan national en 2014. Cependant, Abdoul Moumuni Dafia Zime ne se laisse pas décourager. Chaque année il envoie des demandes d'extension du bâtiment et d'autorisations de classes supplémentaires aux services

administratifs scolaires de la commune. Pour qu'une classe soit autorisée, il faut un minimum de 50 élèves. Chaque ouverture de classe supplémentaire donne droit à une augmentation de la subvention étatique à l'école d'un montant de 150 000 FCFA (l'équivalent de 228 €) pour l'achat de matériels didactiques et le fonctionnement de l'école.

Une cinquième classe lui est accordée en 2012/13, la sixième classe reste non officielle. Elle n'apparaît pas dans les statistiques de l'école. Elle est tenue par l'enseignant communautaire qui est payé 30 000 Fcfa (environ 46€) par mois par les parents d'élèves et est installée dans un apatam, en attendant que la Mairie de Nikki n'achève le nouveau bâtiment destiné aux 200 écoliers de Ganrou.



Les enseignants communautaires et le souci de la qualité d'enseignement

Dans le contexte d'une politique éducative internationalisée de plus en plus soucieuse de la qualité de l'enseignement et qui attribue à la formation des enseignants une forte influence sur les résultats d'scolaires des élèves (cette formation devenant ainsi un des indicateurs de cette qualité), le recours à des enseignants communautaires n'ayant souvent ni formation professionnelle ni diplôme attestant un niveau de compétences de fin du collège, est devenu problématique. Le gouvernement béninois a lancé, en 2006, simultanément avec la réouverture des six écoles normales d'instituteurs, un projet soutenu par l'UNICEF et l'USAID pour former 10 000 enseignants communautaires, en vue de les reverser dans la fonction publique sous contrat à partir de 2008, après leur réussite à l'examen du Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique. Les enseignants communautaires non inclus dans ce projet devraient désormais disparaître pour éviter toute détérioration qualitative du niveau d'apprentissage des élèves. Ils sont, cependant, tolérés par les autorités en raison de la pénurie continue d'enseignants : bien que l'enseignant communautaire de l'école de Ganrou n'apparaisse pas dans les statistiques scolaires, il n'a pas à se cacher lors de la visite de l'inspecteur. Son souhait est de participer à une formation pour bénéficier lui aussi d'un reversement dans la fonction publique et

enfin « officialiser » son statut à l'école de Ganrou.

Le cas de Ganrou, la « débrouillardise » créative des acteurs locaux pour assurer la scolarisation des enfants - si nécessaire dans des appartements de chaume, en faisant appel aux fils du village même 15 ans après la création de l'école - n'est pas un cas isolé mais plutôt assez « normal » en milieu rural. Cependant, avec les mutations fréquentes des directeurs et des enseignants, cet engagement, fortement dépendant des relations entre les acteurs de l'école, l'administration scolaire et la communauté, reste instable. Pour mieux comprendre le fonctionnement au quotidien des institutions scolaires en Afrique, entre l'image idéale de l'école fabriquée par l'ingénierie réformatrice internationale et l'univers des contraintes locales, il est indispensable d'écouter ces acteurs à la base et de valoriser leurs efforts pour faire l'école en Afrique, malgré tous les obstacles.

Pour aller plus loin

Bierschenk, T. (2007). L'éducation de base en Afrique de l'Ouest francophone: Bien privé, bien public, bien global. In T. Bierschenk, G. Blundo, Y. Jaffré & M. Tidjani Alou (Eds.), *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'oeuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan* (pp. 251–276). Paris: APAD-Karthala.

Fichtner, S. (2014). Head teachers as central actors in global education politics. A real story from Benin. *Norrag News* 50, 118-120.

Fichtner, S. (sous presse). Global governance by numbers? A local perspective. *Norrag News* 51.

Greuter, S. (1987). *L'école et le milieu rural. Une étude de cas dans le Sud du Bénin*. Zürich: Ethnologisches Seminar der Universität Zürich.

Lauwerier, T., Bruning, M., & Akkari, A. (2013). La qualité de l'éducation de base au Bénin: la voix des acteurs locaux. *Recherches en Education*, 15, pp. 120-136.

Tama, C. (2011). *Les enseignants de l'école primaire au Bénin. Transformations d'un groupe professionnel*. Thèse de doctorat à l'Université Johannes Gutenberg Mainz, Institut de Socio-Anthropologie et des Etudes Africaines.

**Sarah Fichtner, chercheuse (postdoc) Sciences Po Bordeaux
Les Afriques dans le Monde (LAM)**